

	DATE	NUMÉRO
DÉPÔT	<b>05-03-2009</b>	<b>2009-1102</b>
ENREGISTREMENT	<b>23-03-2009</b>	<b>91504</b>

ARRÊTÉ ROYAL

MONITEUR BELGE

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 77 QUINQUIES  
-----

Séance du vendredi 20 février 2009  
-----

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL MODIFIANT LA CONVENTION COLLECTIVE  
DE TRAVAIL N° 77 BIS DU 19 DÉCEMBRE 2001 REMPLAÇANT LA CONVENTION  
COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 77 DU 14 FÉVRIER 2001 INSTAURANT  
UN SYSTÈME DE CRÉDIT-TEMPS, DE DIMINUTION DE  
CARRIÈRE ET DE RÉDUCTION DES  
PRESTATIONS DE TRAVAIL  
À MI-TEMPS  
-----

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 77 QUINQUIES DU 20 FÉVRIER 2009  
MODIFIANT LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 77 BIS  
DU 19 DÉCEMBRE 2001 REMPLAÇANT LA CONVENTION  
COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 77 DU 14 FÉVRIER 2001  
INSTAURANT UN SYSTÈME DE CRÉDIT-TEMPS,  
DE DIMINUTION DE CARRIÈRE ET DE  
RÉDUCTION DES PRESTATIONS  
DE TRAVAIL À MI-TEMPS**

-----

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail  
et les commissions paritaires ;

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ;

Vu la loi du 22 janvier 1985 de redressement contenant des disposi-  
tions sociales ;

Vu la convention collective de travail n° 77 bis du 19 décembre 2001 remplaçant la convention collective de travail n° 77 du 14 février 2001 instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps ;

Vu l'accord interprofessionnel du 22 décembre 2008, conclu pour la période 2009-2010, et en particulier l'annexe 4 sur le crédit-temps ;

Considérant que les parties signataires proposent, dans ladite annexe de l'accord interprofessionnel, des alternatives aux mesures que le gouvernement a avancées comme pistes possibles, lors du conclave budgétaire 2008, afin d'économiser 30 millions d'euros en 2009 dans le cadre du crédit-temps ;

Considérant que les parties signataires proposent, dans ladite annexe de l'accord interprofessionnel, de permettre, en accord avec l'employeur, le passage d'un crédit-temps à temps plein ou d'une diminution de carrière à mi-temps vers une diminution de carrière à mi-temps ou de 1/5 ;

Considérant qu'il convient d'adapter à cet effet la convention collective de travail n° 77 bis ;

Considérant que des adaptations réglementaires sont nécessaires pour l'exécution des autres propositions figurant dans ladite annexe de l'accord interprofessionnel du 22 décembre 2008 et que le Conseil national du Travail a émis, le 20 février 2009, l'avis n° 1.674 à ce sujet ;

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique
  - les organisations nationales des Classes moyennes, agréées conformément aux lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979
  - "De Boerenbond"
  - la Fédération wallonne de l'Agriculture
- cet. n° 77 quinquies

- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique
  
- la Fédération générale du Travail de Belgique
  
- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique

ont conclu, le 20 février 2009, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

### **Article 1er**

Dans l'article 11 de la convention collective de travail n° 77 bis du 19 décembre 2001 remplaçant la convention collective de travail n° 77 du 14 février 2001 instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

"§ 2. 1° Ne sont pas prises en compte, pour le calcul des 12 mois visés respectivement aux articles 3, 7, 2° et 10, § 1er, les périodes de suspension du contrat de travail prévues en application :

- de l'arrêté royal du 22 mars 1995 relatif au congé pour soins palliatifs, portant exécution de l'article 100bis, § 4 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 concernant des dispositions sociales et modifiant l'arrêté royal du 2 janvier 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption ;
  
- de la convention collective de travail n° 64 du 29 avril 1997 instituant un droit au congé parental ;
  
- de l'arrêté royal du 29 octobre 1997 relatif à l'introduction d'un droit au congé parental dans le cadre d'une interruption de la carrière professionnelle ;
  
- de l'arrêté royal du 10 août 1998 instaurant un droit à l'interruption de carrière pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille gravement malade.

cet. n° 77 quinquies

2° Ne sont pas non plus prises en compte, pour le calcul des 12 mois visés respectivement aux articles 3, 7, 2° et 10, § 1er, les périodes de suspension du contrat de travail en raison de congé sans solde ou de grève et de lock-out.

3° En outre, n'est pas prise en compte pour le calcul des 12 mois visés respectivement aux articles 3, 7, 2° et 10, § 1er, la période de suspension du contrat de travail prévue à l'article 31 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, à concurrence de 5 mois non couverts par le salaire garanti.

Cette période de 5 mois est prolongée de 6 mois en cas d'incapacité de travail complète temporaire en raison d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle.

4° Ne sont pas non plus prises en compte, en accord avec l'employeur, pour le calcul des 12 mois visés respectivement aux articles 3, § 1er, 2°, 7, 2° et 10, § 1er, les périodes pendant lesquelles le travailleur suspend totalement ses prestations de travail ou les réduit à mi-temps comme visé aux articles 3, § 1er et 9, § 1er, 2° ou conformément à l'article 102 de la loi de redressement du 22 janvier 1985, dans la mesure où ce système continue après le 1er janvier 2002."

## **Article 2**

Dans l'article 12, § 2 de la même convention collective de travail, l'alinéa 1er est remplacé par ce qui suit :

"L'avertissement par écrit et les délais prévus au § 1er s'appliquent au travailleur qui souhaite prolonger l'exercice du droit au crédit-temps, à la diminution de carrière ou de prestations de travail à mi-temps, visés respectivement aux articles 3, 6 et 9, ou conformément à l'article 11, § 2, 4°."

## **Article 3**

La présente convention produit ses effets le 1er janvier 2009.

Elle a la même durée de validité et peut être dénoncée selon les mêmes délais et modalités que la convention collective de travail qu'elle modifie.

Fait à Bruxelles, le vingt février deux mille neuf.

Pour la Fédération des Entreprises de Belgique

P. TIMMERMANS

Pour les Organisations des Classes moyennes

Ch. ISTASSE

Pour "De Boerenbond", la Fédération wallonne de l'Agriculture

C. BOTTERMAN

Pour la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique

M. LEEMANS

Pour la Fédération générale du Travail de Belgique

R. DE LEEUW

cet. n° 77 quinquies

**MODIFICATION DU COMMENTAIRE DE LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL  
N° 77 BIS DU 19 DÉCEMBRE 2001 REMPLAÇANT LA CONVENTION  
COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 77 DU 14 FÉVRIER 2001  
INSTAURANT UN SYSTÈME DE CRÉDIT-TEMPS,  
DE DIMINUTION DE CARRIÈRE ET DE  
RÉDUCTION DES PRESTATIONS  
DE TRAVAIL À MI-TEMPS**

-----

Le 20 février 2009, les organisations d'employeurs et de travailleurs représentées au Conseil national du Travail ont conclu la convention collective de travail n° 77 quinquies modifiant la convention collective de travail n° 77 bis du 19 décembre 2001 remplaçant la convention collective de travail n° 77 du 14 février 2001 instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps.

Ladite modification met à exécution l'annexe 4 de l'accord interprofessionnel du 22 décembre 2008.

cet. n° 77 quinquies

Les organisations d'employeurs et de travailleurs ont dès lors jugé utile de modifier et de compléter comme suit le commentaire de ladite convention collective de travail.

### **En ce qui concerne l'article 3**

Le commentaire de l'article 3 est complété par ce qui suit :

"Conformément à l'accord interprofessionnel du 22 décembre 2008, le précompte professionnel qui est dû sur l'indemnité ONEM perçue par les travailleurs est porté, pour les nouvelles demandes à partir du 1er janvier 2009, de 17,15 % à 30 % pour les moins de 50 ans, à l'exception des isolés avec ou sans enfants à charge, pour lesquels le pourcentage actuel est conservé. Cette mesure ne s'applique pas non plus aux congés thématiques."

### **En ce qui concerne l'article 9**

Le dernier alinéa du commentaire de l'article 9 est complété par ce qui suit :

"Conformément à l'accord interprofessionnel du 22 décembre 2008, le précompte professionnel qui est dû sur l'indemnité ONEM perçue par les travailleurs est porté, pour les nouvelles demandes à partir du 1er janvier 2009, de 17,15 % à 35 % pour les plus de 50 ans, à l'exception des isolés avec ou sans enfants à charge, pour lesquels le pourcentage actuel est conservé. Cette mesure ne s'applique pas non plus aux congés thématiques."

### **En ce qui concerne l'article 11**

Le commentaire de l'article 11 est remplacé par ce qui suit :

"Le paragraphe 1er de la présente disposition règle pour le calcul de la condition d'occupation de 12 mois visée aux articles 3, 7, 2° et 10, § 1er, les périodes de suspension du contrat de travail qui sont assimilées à une occupation au travail et donc comptabilisées dans ce calcul.

cet. n° 77 quinquies



Le paragraphe 2, 1er, 2e et 3e alinéas de la présente disposition règle également pour le calcul de la condition d'occupation de 12 mois visée aux articles 3, 7, 2° et 10, § 1er, les périodes de suspension qui sont neutralisées et dont il n'est dès lors pas tenu compte dans ce calcul. En d'autres termes, ces périodes de suspension ou de réduction des prestations de travail prolongent d'autant celle qui est considérée pour déterminer si le travailleur a droit au crédit-temps, à la diminution de carrière ou de prestations de travail à mi-temps visés respectivement aux articles 3, 6 et 9.

Ces périodes sont :

- les périodes pendant lesquelles le travailleur a exercé :
  - le droit au congé pour soins palliatifs ;
  - le droit au congé pour assister ou donner des soins à un membre du ménage ou de la famille gravement malade ;
  - le droit au congé parental ;
- les périodes de suspension du contrat de travail en raison de congé sans solde, de grève et de lock-out ;
- les périodes qui correspondent aux périodes de suspension prévues par l'article 31 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail (maladie et accident) mais à concurrence de 5 mois non couverts par le salaire garanti.

Cette période est prolongée de 6 mois en cas d'incapacité de travail complète temporaire en raison d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle.

Le paragraphe 2, 4e alinéa de la présente disposition règle, pour le calcul de la condition d'occupation de 12 mois visée aux articles 3, § 1er, 2°, 7, 2° et 10, § 1er, les périodes de crédit-temps à temps plein ou de diminution de carrière à mi-temps qui sont neutralisées et dont il n'est dès lors pas tenu compte dans ce calcul.

Comme ces périodes sont neutralisées, les travailleurs ayant pris un crédit-temps à temps plein ou à mi-temps, qu'ils soient âgés de plus ou de moins de 50 ans, peuvent passer à une diminution de carrière à mi-temps ou de 1/5, en accord avec leur employeur.

cet. n° 77 quinquies

Le paragraphe 3 de la présente disposition concerne les demandes de prolongation de l'exercice de l'un des droits visés par la présente convention et la question de savoir quand le travailleur doit satisfaire à la condition d'occupation exigée. Dans le cas d'une période neutralisée, le travailleur concerné doit satisfaire aux conditions s'appliquant au système concerné au moment de la demande initiale de la première des périodes successives de crédit-temps ou de diminution de la carrière.

Il est ainsi prévu que lorsque le travailleur exerce le droit au crédit-temps, à la diminution de carrière ou de prestations de travail à mi-temps visé respectivement aux articles 3, 6 et 9, et qu'il souhaite prolonger cet exercice ou passer à un autre système de crédit-temps, de diminution de carrière ou de prestations de travail à mi-temps, le moment où il est vérifié s'il réunit les conditions requises est celui du premier avertissement écrit qu'il a opéré conformément à l'article 12."

-----

	DATUM	NUMMER
NEERLEGGING	<b>05-03-2009</b>	<b>2009-1102</b>
REGISTRATIE	<b>23-03-2009</b>	<b>91504</b>
KONINKLIJK BESLUIT		
BELGISCH STAATSBLAD		

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 77 QUINQUIES

---

Zitting van vrijdag 20 februari 2009

---

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST TOT WIJZIGING VAN DE COLLECTIEVE AR-  
BEIDSOVEREENKOMST NR. 77 BIS VAN 19 DECEMBER 2001 TOT VERVANGING  
VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 77 VAN 14 FEBRUARI  
2001 TOT INVOERING VAN EEN STELSEL VAN TIJDSKREDIET,  
LOOPBAANVERMINDERING EN VERMINDERING  
VAN DE ARBEIDSPRESTATIES TOT EEN  
HALFTIJDSE BETREKKING

---

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 77 QUINQUIES VAN 20 FEBRUARI 2009  
TOT WIJZIGING VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 77 BIS  
VAN 19 DECEMBER 2001 TOT VERVANGING VAN DE COLLECTIEVE  
ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 77 VAN 14 FEBRUARI 2001 TOT  
INVOERING VAN EEN STELSEL VAN TIJDSKREDIET,  
LOOPBAANVERMINDERING EN VERMINDE-  
RING VAN DE ARBEIDSPRESTATIES  
TOT EEN HALFTIJDSE  
BETREKKING**

-----

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

Gelet op de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 bis van 19 december 2001 tt vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 van 14 februari 2001 tt invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tt een halftijdse betrekking;

Gelet op het interprofessioneel akkoord voor de période 2009-2010 van 22 december 2009, in het bijzonder bijlage 4 over tijdskrediet;

Overwegende dat de ondertekenende partijen in voornoemde bijlage van het interprofessioneel akkoord alternatieven voorstellen op de maatregelen die door de regering als mogelijke pistes zijn naar voren geschoven tijdens het begrotingsconclaf 2008 om in 2009 30 miljoen euro te besparen in het kader van het tijdskrediet;

Overwegende dat de ondertekenende partijen in voornoemde bijlage van het interprofessioneel akkoord voorstellen om de overgang van voltijds tijdskrediet of halftijdse loopbaanvermindering naar halftijdse of 1/5<sup>de</sup> loopbaanvermindering in onderling akkoord met de werkgever mogelijk te maken;

Overwegende dat het geboden is hiervoor de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 bis aan te passen;

Overwegende dat voor de uitvoering van de andere voorstellen in voornoemde bijlage van het interprofessioneel akkoord van 22 december 2008 réglementaire aanpassingen noodzakelijk zijn en dat de Nationale Arbeidsraad hierover op 20 februari 2009 advies nr. 1.674 heeft uitgebracht;

Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en werknemers:

- het Verbond van Belgische Ondernemingen
- de nationale middenstandorganisaties erkend overeenkomstig de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979
- de Boerenbond
- "la Fédération wallonne de l'Agriculture"

c.a.o. nr. 77 quinquies

- het Algemeen Christelijk Vakverbond van België
  
- het Algemeen Belgisch Vakverbond
  
- de Algemene Centrale der Libérale Vakbonden van België

op 20 februari 2009 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

### **Artikel 1**

Artikel 11, §2, van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 bis van 19 december 2001 töt vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 van 14 februari 2001 töt invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties töt een halftijdse betrekking, wordt als volgt vervangen:

"§2 1° Voor de berekening van de 12 maanden als bedoeld in de artikelen 3,7,2° en 10, § 1, worden niet in aanmerking genomen, de perioden van schorsing van de arbeidsovereenkomst ingevolge:

- het koninklijk besluit van 22 maart 1995 inzake palliatief verlof en houdende uitvoering van artikel 100 bis, § 4 van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen en töt wijziging van het koninklijk besluit van 2 januari 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen;
  
- de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 64 van 29 april 1997 töt instelling van een recht op ouderschapsverlof;
  
- het koninklijk besluit van 29 oktober 1997 töt invoering van een recht op ouderschapsverlof in het kader van de onderbreking van de beroepsloopbaan;
  
- het koninklijk besluit van 10 augustus 1998 töt invoering van een recht op loopbaanonderbreking voor bijstand of verzorging van een zwaar ziek gezins- of familielid;

c.a.o. nr. 77 quinquies

- 2° Voor de berekening van de 12 maanden als bedoeld in de artikelen 3, 7, 2° en 10, § 1 worden evenmin in aanmerking genomen, de perioden van schorsing van de arbeidsovereenkomst ten gevolge van verlof zonder wedde of staking en lock-out.
- 3° Daarnaast wordt voor de berekening van de 12 maanden als bedoeld in de artikelen 3, 7, 2° en 10, § 1, niet in aanmerking genomen, de période van schorsing van de arbeidsovereenkomst als bepaald in artikel 31 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, ten belope van 5 maanden die niet gedekt zijn door het gewaarborgd loon.

Die période van 5 maanden wordt verlengd met 6 maanden in geval van tijdelijke volledige arbeidsongeschiktheid ten gevolge van een arbeidsongeval of beroepsziekte.

- 4° Voor de berekening van de 12 maanden als bedoeld in de artikelen 3, § 1, 2°, 7, 2° en 10, § 1 worden, mits onderling akkoord met de werkgever, evenmin in aanmerking genomen, de perioden tijdens welke de werknemer zijn arbeidsprestaties volledig onderbreekt of tót een haiftijdse betrekking vermindert als bedoeld in de artikelen 3, §1, en 9, §1, 2° of ingevolge artikel 102 van de herstellwet van 22 januari 1985, voor zover dit stelsel doorloopt na 1 januari 2002."

## **Artikel 2**

Artikel 12, § 2, 1<sup>ste</sup> lid van dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst wordt als volgt gewijzigd:

"De schriftelijke kennisgeving en de termijnen bepaald in § 1 zijn van toepassing op de werknemer die de uitoefening van het recht op tijdskrediet, loopbaanvermindering of vermindering van de arbeidsprestaties tót een haiftijdse betrekking, als bedoeld in de artikelen 3, 6 en 9 of ingevolge artikel 11, § 2, 4°, wenst te verlengen."

## **Artikel 3**

Deze overeenkomst treedt in werking op 1 januari 2009.

Deze overeenkomst heeft dezelfde geldigheidsduur en kan volgens dezelfde termijnen en in andere regels worden opgezegd als de collectieve arbeidsovereenkomst die ze wijzigt.

Gedaan te Brussel, op twintig februari tweeduizend en negen.

Voor het Verbond van Belgische Ondernemingen

P. TIMMERMANS

Voor de Middenstandsorganisaties

Ch. ISTASSE

Voor de Boerenbond. "la Fédération wallonne de l'Agriculture"

C. BOTTERMAN

Voor het Algemeen Christelijk Vakverbond van België

M. LEEMANS

Voor het Algemeen Belgisch Vakverbond

R. DE LEEUW



**WIJZIGING VAN DE COMMENTAAR VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST  
NR. 77 BIS VAN 19 DECEMBER 2001 TOT VERVANGING VAN DE COLLECTIEVE  
ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 77 VAN 14 FEBRUARI 2001 TOT  
INVOERING VAN EEN STELSEL VAN TIJDSKREDIET,  
LOOPBAANVERMINDERING EN VERMINDE-  
RING VAN DE ARBEIDSPRESTATIES  
TOT EEN HALFTIJDSE  
BETREKKING**

-----

Op 20 februari 2009 hebben de in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigde werknemers- en werkgeversorganisaties de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 quinquies gesloten tôt wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 bis van 19 december 2001 tôt vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 van 14 februari 2001 tôt invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tôt een halftijdse betrekking.

Die wijziging geeft uitvoering aan bijlage 4 van het interprofessioneel akkoord van 22 december 2008.

c.a.o. nr. 77 quinquies

De werknemers- en werkgeversvertegenwoordigers hebben het ook nuttig geacht de commentaar van voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst als volgt te wijzigen en aan te vullen:

### **Met betrekking töt artikel 3**

De commentaar bij artikel 3 wordt als volgt aangevuld:

"Ingevolge het interprofessioneel akkoord van 22 december 2008 wordt de bedrijfsvoorheffing, die verschuldigd is op de RVA-uitkering die werknemers ontvangen, voor de nieuwe aanvragen vanaf 1 januari 2009 verhoogd van 17,15% op 30 % voor de - 50-jarigen, behoudens voor de alleenstaanden met al dan niet kinderen ten laste voor wie het huidige percentage wordt behouden. De maatregel geldt ook niet voor de thematische verloven."

### **Met betrekking töt artikel 9**

De laatste paragraaf van de commentaar bij artikel 9 wordt als volgt aangevuld :

"Ingevolge het interprofessioneel akkoord van 22 december 2008 wordt de bedrijfsvoorheffing, die verschuldigd is op de RVA-uitkering die werknemers ontvangen, voor de nieuwe aanvragen vanaf 1 januari 2009 verhoogd van 17,15% naar 35 % voor de + 50-jarigen, behoudens voor de alleenstaanden met al dan niet kinderen ten laste voor wie het huidige percentage wordt behouden. De maatregel geldt ook niet voor de thematische verloven."

### **Met betrekking töt artikel 11**

De commentaar bij artikel 11 wordt als volgt gewijzigd:

"Paragraaf 1 van deze bepaling regelt voor de berekening van de voorwaarde van tewerkstelling van 12 maanden, als bedoeld in de artikelen 3, 7, 2° en 10, § 1, de perioden van schorsing van de arbeidsovereenkomst die worden gelijkgesteld met een tewerkstelling en dus in deze berekening worden meegeteld.

Paragraaf 2 1<sup>ste</sup>, 2<sup>de</sup> en 3<sup>de</sup> lid van deze bepaling regelt eveneens voor de berekening van de voorwaarde van tewerkstelling van 12 maanden, als bedoeld in de artikelen 3, 7, 2<sup>o</sup> en 10, § 1, de perioden van schorsing die geneutraliseerd worden en die dus in deze berekening niet worden meegeteld. Met andere woorden, deze perioden van schorsing of vermindering van de arbeidsprestaties verlengen voor dezelfde duur de période die in aanmerking wordt genomen om te bepalen of de werknemer recht heeft op tijdskrediet, loopbaanvermindering of vermindering van de arbeidsprestaties tót een haiftijdse betrekking, als bedoeld in de artikelen 3,6 en 9.

Deze perioden zijn:

- de perioden tijdens dewelke de werknemer gebruik heeft gemaakt van:
  - het recht op palliatief verlof;
  - het recht op verlof voor bijstand of verzorging van een zwaar ziek gezins- of familielid;
  - het recht op ouderschapsverlof;
- de perioden van schorsing van de arbeidsovereenkomsten die het gevolg zijn van verlof zonder wedde en staking en lock out.
- de perioden die overeenstemmen met de perioden van schorsing als bepaald in artikel 31 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten (ziekte en ongeval), maar ten belope van 5 maanden die niet gedekt zijn door het gewaarborgd loon.

Die période wordt verlengd met 6 maanden in geval van tijdelijke volledige arbeidsongeschiktheid tengevolge van een arbeidsongeval of beroepsziekte.

Paragraaf 2, 4<sup>de</sup> lid van deze bepaling regelt voor de berekening van de voorwaarde van tewerkstelling van 12 maanden als bedoeld in de artikelen 3, § 1, 2<sup>o</sup>, 7, 2<sup>o</sup> en 10, § 1, de perioden van voltijds tijdskrediet of haiftijdse loopbaanvermindering die geneutraliseerd worden en die dus in deze berekening niet worden meegeteld.

Doordat die périodes worden geneutraliseerd, kunnen werknemers in voltijds of halftijds tijdskrediet, zowel beneden als boven de 50 jaar, overstappen naar een halftijds of een 1/5<sup>de</sup> loopbaanvermindering, in onderling akkoord met hun werkgever.

Paragraaf 3 van deze bepaling heeft betrekking op de verzoeken om verlenging van de uitoefening van één van de rechten als bedoeld in deze overeenkomst alsook op de vraag wanneer de werknemer moet voldoen aan de gestelde voorwaarde van tewerkstelling. Bij een geneutraliseerde période moet de betrokken werknemer voldoen aan de voorwaarden die gelden voor het betrokken stelsel op het ogenblik van de initiële aanvraag van de eerste van opeenvolgende perioden van tijdskrediet of loopbaanvermindering.

Zo is bepaald dat, wanneer de werknemer het recht op tijdskrediet, loopbaanvermindering of vermindering van de arbeidsprestaties tót een halftijdse betrekking, als bedoeld in de artikelen 3, 6 en 9, uitoefent en deze uitoefening wenst te verlengen of wenst over te stappen naar een ander stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering of vermindering van de arbeidsprestaties tót een halftijdse betrekking, het ogenblik waarop wordt nagegaan of de werknemer de gestelde voorwaarden vervult, het ogenblik is van de eerste schriftelijke kennisgeving als verricht overeenkomstig artikel 12."

-----